

Les partis politiques créés à l'étranger doivent se rapatrier dans leur pays d'origine

Rapatriement des partis politiques arméniens de la diaspora*

Un parti politique constitue une fraction de la nation, il est appelé à défendre les intérêts de la classe qu'il représente. Son slogan est de servir la nation. Il jouit de la sympathie du peuple quand il est au pouvoir et mène une politique conforme aux aspirations de ce peuple. Il perd de sa crédibilité quand sa ligne politique dérive du droit chemin et devient impopulaire.

Après la période monarchique des royaumes d'Arménie, l'Arménie a eu principalement quatre partis politiques : Le parti Social-Démocrate Hentchakian fondé en 1887 à Genève avec à sa tête Nazarbek (Avedis Nazarbekian), et d'un organe : le journal "Hentchak". (aujourd'hui Massis , ndlr)

La Fédération Révolutionnaire Arménienne dite Dachnaksoutioun, fondée en 1890 par Christapor Mikaelian, Simon Zavarian et Stépan Zprian, dit Rostom et constitué en parti politique structuré et organisé, s'appuyant sur une plate-forme politique, en 1892, à Tiflis (Tbilissi), à l'issue du premier congrès de la F.R.A.

Le Parti Démocrate Ramgavar est issu du Parti Constitutionnel Démocrate créé en 1908, à Constantinople qui donnera, en 1921, le parti Démocrate Libéral, en arménien Ramgavar Azadagan. Il puise son idéologie dans la première organisation politique spécifiquement arménienne et patriotique, l'organisation Arménagan créée à Van en 1885.

Le Parti Communiste Arménien. Créé après l'éclatement du SEYM (Union de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie) à Erevan en janvier 1920 par

Gassian, Mrabian et Alaverdian qui jettent les bases de la formation du P.C.A., le parti communiste sera rejoint par des jeunes du « Spartak » comme Aghassi Khandjian et Ghougassian.

Il est intéressant de noter que la majorité des partis politiques arméniens ont été créés hors d'Arménie. La culture arménienne elle-même ne s'est-elle pas développée et n'a-t-elle pas prospéré à l'étranger ? Pourquoi l'Arménien a quitté son pays pour se rendre ailleurs et enrichir la culture des autres ? Les partis politiques assument leur rôle dans l'optique de servir la nation.

L'Arménie historique mutilée déclare son indépendance le 28 mai 1918. Son territoire exigü représente à peine 10.000 km² de superficie. Sa population de 800.000 âmes est constituée pour moitié des rescapés du génocide de 1915 perpétré dans l'Empire ottoman.

À 7 km d'Erevan, les canons turcs étaient bien visibles de la capitale arménienne (voir Hayastani Hanrabedoutyoun - La République d'Arménie - de Simon Vratzian 1928). La Turquie poursuivait un plan précis qu'elle avait mis au point pour réaliser son grand projet pan touranien. L'Arménie de par son existence était comme une épine plantée dans son pied qu'il fallait éradiquer.

Le Caucase a de tous temps été convoité par les grandes puissances régionales comme la Russie mais également par les Occidentaux particulièrement par le Royaume-Uni. Vu sa situation géopolitique permettait à la Turquie d'être soutenue tout autant par la Russie soviétique que par l'Occident. Le 29 novembre 1920, l'Arménie adhère à l'Union soviétique. Pendant 70 ans, la plus petite des quinze Républiques formant l'URSS a vécu des périodes glorieuses et douloureuses.

À cette époque, l'Arménie s'étendait sur 29.000 Km², un territoire sur lequel vivaient 3,5 millions d'habitants, sans compter le Karabagh (Artzakh ndlr) et le Nakhitchevan. Lors de la 2ème Guerre mondiale, le pays avait perdu plus de 300.000 de ses fils, soldats et officiers, tombés dans les rangs de l'Armée rouge.

Les Arméniens de la Diaspora s'étaient engagés dans les armées des différents pays où ils avaient émigré. De jeunes arméniens firent partie de la Résistance française dans laquelle se distingua Missak Manouchian (l'Affiche Rouge , ndlr)

Après la 2ème Guerre mondiale, le régime soviétique commence à s'ébranler. Le

tremblement de terre du 7 décembre 1988 a secoué profondément l'Arménie en causant de nombreux dégâts et en provoquant des milliers de morts. Suite à l'effondrement de l'Union soviétique, l'Arménie a déclaré son indépendance le 21 septembre 1991. Elle fait désormais partie de l'ONU.

L'Arménie est devenue un État souverain qui a établi des relations diplomatiques avec la plupart des autres pays du monde. Il n'y a que la Turquie et l'Azerbaïdjan qui refusent d'entretenir des relations avec elle et maintiennent un blocus économique à ses frontières empêchant toute circulation des biens et des personnes. L'Arménie se développe.

La volonté du peuple peut créer une Arménie forte et prospère. Tcharentz (Yériché Tcharentz ,écrivain ndlr) ne disait-il pas : « Peuple arménien ta force est dans ton unité. »

La Diaspora ne doit pas devenir le poumon de l'Arménie, sinon l'Arménie suffoquera. L'assaut contre l'Assemblée Nationale arménienne en 1999 avec ses morts dont le Premier Ministre d'alors et le Président de l'Assemblée ainsi que le décès « énigmatique » de Sergheï Badalyan le premier secrétaire du Parti Communiste Arménien ne sont pas élucidés d'une manière claire jusqu'à ce jour.

C'est une épée de Damoclès qui menace l'Arménie. C'est l'unité de la nation et la vigilance accrue des autorités qui peuvent déjouer les complots ourdis contre l'Arménie. Que des partis politiques ou des gouvernements élisent domicile hors des frontières de leur pays et continuent à partir de leur exil d'exercer une autorité politique est compréhensible lorsque les pays dont ils sont issus sont sous occupation étrangère.

Ce fut le cas de la Pologne, de la Belgique, des Pays-Bas, de Luxembourg et de la Norvège notamment dont les gouvernements légitimes et les plus hautes autorités de l'État choisirent de s'exiler à Londres lors de la 2ème Guerre mondiale quand l'Allemagne nazie avait conquis toute l'Europe. Pendant la guerre d'Algérie, le FLN installa un gouvernement provisoire algérien au Caire en 1958. La guerre finie ou les pays envahis ayant recouvré leur indépendance tous les gouvernements provisoires établis à l'étranger ont réintégré leur patrie. Il n'y a pas longtemps, l'Arménie a fêté le 15ème anniversaire de sa souveraineté. Le développement et le redressement d'un pays dépend de la maturité de ses dirigeants tant dans le domaine politique et social qu'économique. Dans un État

démocratique, l'attitude incorruptible de ses autorités assurera un élan plus rapide du pays. Il est bien évident qu'un pays sous la coupe d'une oligarchie avec un système dictatorial va connaître de grandes difficultés à accéder à un régime démocratique.

La tâche de former les masses pour leur permettre d'atteindre un niveau équivalent à celui des pays les plus avancés incombe aux partis politiques. Avec un travail en profondeur et une persévérante détermination c'est la grande majorité de la population que l'on peut éduquer. L'équipe au pouvoir doit donner l'exemple si elle croit sincèrement au redressement et à la réussite du pays.



Tous les partis politiques arméniens de la Diaspora doivent se rapatrier en Arménie (État souverain) où ils exerceront leur rôle de parti au service de la nation arménienne. En ce qui concerne les Arméniens de la Diaspora, ils sont les citoyens du pays où ils sont nés. Ils peuvent accéder à des niveaux élevés dans ces pays et selon leur sensibilité

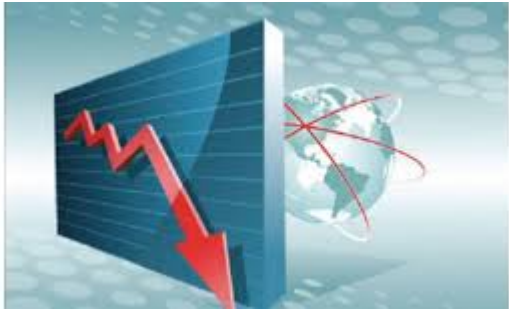
ils peuvent adhérer aux diverses formations politiques dont ils se sentent les plus proches.

Dans les États démocratiques, le choix d'un parti ou d'un courant politique est suffisamment large pour répondre à toutes les aspirations. En tenant compte de tout ce qui précède, il apparaît que l'existence de partis politiques arméniens en dehors de l'Arménie est inopportune si ce n'est indésirable vis-à-vis d'un pays d'accueil qui a accepté sur son sol les rescapés d'un peuple génocidé.

Antony - Nersès DURMAN

(*) Après l'indépendance, si les partis politiques arméniens siègent dans le pays, ils n'ont aucun droit et ne peuvent prétendre représenter la nation arménienne dans la diaspora. Par contre, les Arméniens de la diaspora, considérés comme des citoyens de ce pays doivent s'intégrer dans les institutions politiques, syndicales, sportives associatives françaises pour accomplir leur devoir de citoyen et servir les intérêts de la nation. C'est dans ces conditions-là que les Arméniens, épris de liberté et de droit, peuvent apporter une contribution ré

Le capitalisme va-t-il imploser ? une analyse de Nerses Durman



DE L'IMPLOSION DU CAPITALISME par la révolution sociale

Extraits

Marquant la fin de la guerre des blocs, la chute du système socialiste incarné par l'Union soviétique en 1990 a-t-elle donné le champ libre au capitalisme ?

Le socialisme n'était qu'une illusion ?

Pourquoi a-t-il failli ?

Même s'il semble triompher, le capitalisme ou son extension le libéralisme n'a pourtant pas résolu les problèmes économiques ni les défis majeurs de la fin du 20^{ème} siècle. Oscillant entre mutations nécessaires et confrontations inéluctables, n'est-il pas lui aussi condamné à disparaître au 21^{ème} siècle, victime à son tour d'une révolution maintes fois annoncée ?

Ces questions et leurs réponses sont au cœur «De l'implosion du capitalisme par la révolution sociale». En partant de l'histoire de la société humaine, cet essai explore l'évolution des structures sociales, économiques et politiques; il explique pourquoi la fin du capitalisme viendra du capitalisme lui-même, comme une logique implacable et déjà programmée. Mais, il propose aussi et surtout une autre voie...

2 PRÉFACE

Le développement de la société capitaliste ne s'est fait ni sans heurts, ni sans crises. De l'exploitation à outrance des salariés à l'augmentation continue du chômage, conduisant à une paupérisation grandissante et une misère qui, dans tous les pays, ne touche pas seulement les plus faibles, mais toutes les couches de la société, les conditions d'une révolution semblent désormais réunies pour renverser le capitalisme et lui substituer un système socialiste. Face à une telle éventualité, les tenants de la société capitaliste ou ultra-libérale ne seraient-ils pas

tentés de s'arc-bouter sur leurs derniers privilèges, tout en contestant les acquis sociaux, plutôt que d'accepter la remise en cause définitive d'une société qu'ils ont contribué à bâtir sur une économie de marché? Entre mutations nécessaires et confrontations inéluctables, cette société-là n'est-elle pourtant pas condamnée à disparaître, portant en elle les germes de sa propre fin. Le risque d'une

disparition violente n'est hélas pas à exclure, tant les tensions se nourrissant des incompréhensions mutuelles semblent exacerbées. Comment expliquer que, malgré des profits colossaux, des multinationales envisagent des fermetures de sites et des plans sociaux, sans songer à partager les gains? Comment justifier, en plein conflit social, qu'on puisse ergoter sur une augmentation de salaire de quelques euros mensuels pour des manutentionnaires, alors que, dans le même temps, on accorde au dirigeant du groupe une indemnité de retraite de plusieurs dizaines de millions d'euros bien qu'il ne justifie pas d'un excellent bilan en regard ?

Cette incompréhension affecte le corps social dans son ensemble, creuse la fracture sociale, crée une désaffection des citoyens tant pour le politique que la politique, radicalise les opinions et suscite des mouvements de rejet.

Afin d'éviter une catastrophe, un tsunami social, nous voulons apporter avec cet ouvrage une contribution qui puisse servir de base à la transformation de la société capitaliste. Pour cela, nous nous sommes notamment appuyés sur l'Encyclopédie universalis et le Capital de K. Marx. Nous restons persuadés qu'une société nouvelle, débarrassée de ses chaînes, pourra construire son avenir, vivre et travailler en paix. Ne serait-ce pas cela qu'on appelle des lendemains qui chantent?

3 LE RÔLE DES PARTIS POLITIQUES

Il est bien évident que dans chaque pays où le système démocratique est l'essence même de la société, les peuples élisent leurs représentants lors d'élections générales.

Avant chaque scrutin, les diverses formations politiques promettent le bien-être, le bonheur, le travail, la sécurité et la paix.

Toutes ses promesses ne seront pas réalisées au lendemain du scrutin. Le taux de participation des électeurs varie selon les pays, les régions ou les enjeux politiques,

de 35 à 70%. Un taux de participation à des élections supérieur à 90% suppose un caractère obligatoire du devoir civique. Si un citoyen ne se rend pas au bureau de vote, il est sanctionné et doit acquitter une amende. Un taux de participation frôlant les 99% ne peut être observé que dans un pays dictatorial où seul un parti

unique est représenté aux élections. Chaque parti, lors des campagnes

électorales, promet de servir les intérêts de la nation. Or ces promesses ne tiennent que le temps d'une élection; elles seront oubliées une fois le candidat élu ou le parti au pouvoir. De résignation en déception, les électeurs sont de moins en moins convaincus de l'intérêt du vote; et le taux de participation diminue sensiblement. Il est évident que chaque parti ne représente et ne défend que les intérêts de sa

classe. Avec quelques nuances, nous pouvons considérer que la société est divisée sommairement en deux classes : celle des possédants, c'est à dire exploitante, et celle des exploités. La lutte est âpre entre ces deux classes, lorsque la société est pauvre et faible.

Un tel conflit peut même conduire le cas échéant à un coup d'état militaire fomenté par la classe dirigeante pour protéger ses intérêts qu'elle estime menacés. Sous couvert de «l'ordre», un coup d'état peut conduire à des exactions, une répression dont sera victime l'opposition. Cette situation pourra perdurer, malgré les protestations et les admonestations des institutions internationales

comme l'ONU ou son Conseil de Sécurité. En France, les classes exploitées sont défendues par les partis de gauche; eux-mêmes sont divisés en plusieurs fractions comme le Parti socialiste,

le Parti Communiste, le

Mouvement de la

France Insoumise, le Nouveau Parti Anticapitaliste.

Quant aux Verts, ils jouent sur deux cordes, à la fois à gauche et à droite. Ils ressemblent à un moteur électrique monophasé sans phase de démarrage. À la mise sous tension, lorsque la poulie du moteur est lancée à droite, le moteur tourne à droite; si elle est lancée à gauche, il tourne à gauche.

Le parti Socialiste a subi plusieurs métamorphoses depuis sa création avec autant de changements d'appellation. Il est revenu à son appellation d'origine de parti Socialiste, tel qu'il était connu lors de son affiliation à la «2ème

Internationale» en 1889. Quand il a été au pouvoir en France, ce parti n'a servi les intérêts que de la petite bourgeoisie; il a mené une politique à peu près semblable à celle d'un parti de droite, pour des impératifs nationaux que l'on peut imaginer. Mais, par sa manœuvre, il a entraîné dans son sillage le Parti Communiste, allié nécessaire pour la conquête du pouvoir.

L'effritement commença à menacer le parti Communiste, même dans les rangs de ses dirigeants, et la question de l'alliance avec le parti Socialiste fit débat. En effet, par le passé, ce parti s'était écarté des aspirations de la classe ouvrière par certaines de ses actions, alors qu'il était au pouvoir. L'effondrement de l'URSS a donné un coup sévère à tous les partis communistes du monde.

Lorsqu'on observe l'action des différents partis Socialistes dans le monde, force est de constater que ces partis n'ont souvent de socialiste que le nom. Lorsque

les socialistes accèdent au pouvoir, ils poursuivent une politique aux antipodes des principes socialistes.

De ce fait, il semble que les partis Socialistes ne sont ni plus ni moins qu'une formation au service de la petite bourgeoisie, tout en prétendant défendre les intérêts «nationaux». Ces partis se comportent donc fréquemment comme une formation faisant le jeu de la Droite. C'est la raison pour laquelle beaucoup d'électeurs socialistes, déçus, vont vers l'extrême gauche; par ailleurs, le parti Socialiste récupère une partie du vote de droite (celle qui se reportait vers les Centristes).

Un homme de gauche peut-il apprécier les actions d'un parti Socialiste dit « Labour Party » au Royaume Uni, du SPD en Allemagne, des partis socialistes suédois, italien, espagnol, portugais ou grec à l'aune du socialisme ? Nullement ! Car ces partis ont servi et servent encore une cause fort éloignée du socialisme, leur gestion ne diffère en rien de celle des partis de droite.

En conclusion, il nous semble que le rôle essentiel des partis Socialistes soit surtout l'accession au pouvoir. Une fois en place, ils mènent une politique dite « nationale », identique à celle des partis de droite qu'ils ont combattus.

N'en est-il pas de même aux États-Unis entre les « Démocrates » plutôt de gauche (avec toutes les réserves quant à cette qualification) et les « Républicains » foncièrement de droite. Face à cette évidence, un vétéran de la classe ouvrière en France n'avait-il pas déclaré lors des élections présidentielles : « C'est Blanc Bonnet et Bonnet Blanc ».

Par ailleurs, dans un pays comme le Chili où le parti Socialiste était arrivé au pouvoir, son leader Salvador Allende en 1970 a engagé de profondes réformes dans les domaines économiques et sociaux afin d'améliorer les conditions de vie de la population chilienne et d'assurer une autonomie vis-à-vis des États-Unis.

Cela n'a pas été du goût de ces derniers, leurs intérêts étant dès lors menacés. Un coup d'État mené par le général Pinochet a renversé Allende, qui a été assassiné en 1973. Et une junte militaire s'est imposée avec une répression sanglante sans précédent, emprisonnements, simulacres de justice, tortures, enlèvements, disparitions et exécutions sommaires.

La nouvelle politique socio-Économique

Le bilan de la société capitaliste est, on le voit, loin d'être idyllique. Preuve en est, qu'à l'aube du 21^{ème} siècle, la faim et la misère continuent à sévir dans le

Monde, et affectent des millions d'individus sur tous les continents. Ce ne sont pas les aides humanitaires, certes nécessaires, accordées par les Nations Unies ou apportées aux populations sinistrées par les associations privées qui peuvent suffire. Selon les statistiques, les pays les plus pauvres sont de plus en plus frappés par la famine, les épidémies ; et la mortalité infantile va en s'aggravant. Drames auxquels s'ajoutent les catastrophes naturelles comme les tremblements de terre (à Bam en Iran, en 2003), des déluges avec des glissements de terrain (en Amérique latine ou en Asie), des tempêtes, typhons ou tornades (Amérique, Caraïbes ou Océanie) ou des Tsunamis (En Asie du Sud-Est, en décembre 2004). Cette dernière catastrophe n'a épargné personne, des populations locales de huit pays aux complexes hôteliers et touristiques avec leurs milliers de vacanciers. Certes, les hôtels, les bungalows et les commerces seront reconstruits, mais combien d'hommes et de femmes, marqués dans leur chair par la mort et la souffrance, pourront-ils reconstruire leur vie, reprendre leur métier et oublier le traumatisme subi ?

En jetant un regard sur le passé, l'Égypte des pharaons nous a légué ces superbes monuments que sont les pyramides, dont la plus célèbre est, sur le site de Guizèh, celle de Kheops érigé vers 2560 av. J.C., qui devait servir de sépulture royale. Combien d'ouvriers ont-ils périés lors de son édification ?

En ce 21^{ème} siècle, en jetant un œil sur le présent, les pyramides modernes que sont les tours et les buildings n'ont pu être construits que par le travail de centaines d'ouvriers, qui ne pourront habiter dedans.

Outre le travail de ces ouvriers du bâtiment, il aura fallu que des bureaux d'études ou des architectes, des techniciens, des ingénieurs et des dessinateurs aient contribué aux projets de construction. Et au-delà, n'oublions pas ceux qui ont façonné et usiné les matériaux, ceux de la sidérurgie, de la maçonnerie, de la verrerie, entre autres. N'oublions pas non plus qu'en plus du sable et du ciment, il aura aussi fallu de la sueur et du sang.

Des pyramides aux tours de verre et d'acier, au prix de quels sacrifices des milliers de gens ont apporté leur labeur pour créer des richesses dont la jouissance n'était réservée qu'au seul exploitant ? À ceux qui ont fait construire des immeubles, des buildings, des constructions somptueuses grâce à la force des travailleurs ! Ces derniers n'ont eu comme récompense qu'un maigre salaire

pour se nourrir et subvenir aux besoins de leur famille, de manière à pouvoir continuer à travailler.

De l'époque du servage jusqu'à nos jours, combien d'entre eux furent brimés, persécutés, torturés, condamnés et même marqués au fer rouge, sans jamais renoncer pourtant à affronter les pires épreuves dressées sur leur chemin. Innombrables ont été les luttes de la classe ouvrière dans le monde pour faire valoir ses droits ?

Il y eut la Commune de Paris en France, en 1871 ou la manifestation ouvrière de Chicago en 1886 pour un 1^{er} mai chômé mais également et surtout pour obtenir une durée de travail hebdomadaire limitée à 8 heures ; cette manifestation fut violemment réprimée par la police ; il y eut des morts et des blessés parmi les ouvriers.

Ce ne sont là que quelques exemples. Cela explique sans doute pourquoi, tout en voulant préserver ses acquis et ses privilèges, la société capitaliste a cherché à évoluer. C'est ainsi que, tant en Amérique qu'en Europe, mais aussi dans les puissances économiques émergentes, le « capitalisme » s'est offert un semblant de métamorphose.

Le terme même de « capitalisme » tend depuis lors à disparaître au profit de l'appellation plus neutre de « libéralisme » ou « d'économie de marché ».

Il est vrai que la connotation de capitaliste rappelait trop l'exploitation de l'individu par une classe dominante, alors que le terme de « libéral » semble plus approprié. Ce glissement ne laisse-t-il pas entendre que tout un chacun a la possibilité d'entreprendre, en créant sa propre entreprise pour devenir son propre patron ou tout simplement patron, et faire ainsi, selon ses compétences, le choix de sa profession ou construire son avenir librement ? Ce n'est ni plus ni moins qu'une transposition du rêve américain, lequel se nourrit des perspectives de réussite et d'argent. En réalité, si l'on offre à tous ces entrepreneurs l'opportunité de s'établir et de devenir de petits patrons, il ne faut pas oublier que les leviers de commandes, tant sur les plans financiers que juridiques, restent entre les mains d'une oligarchie, constituée en donneurs d'ordres.

Ainsi, la classe capitaliste, sous son masque libéral, continuera-t-elle à exploiter

non seulement la classe ouvrière, mais également les petites entreprises qu'elle a contribué à créer. L'ultra libéralisme, quant à lui, cherchera à s'affranchir de la tutelle étatique, en poussant le système d'exploitation jusqu'à ses limites, et préférera investir dans des régions du monde où la main d'œuvre est, à la fois, la moins chère mais aussi la plus docile. Dans ces conditions, ne risque-t-on pas de voir le climat social se dégrader durablement dans les pays les plus avancés avec des débordements qui, menaçant de mettre en péril les privilèges de quelques-uns, pourraient mener à une lutte ouverte des classes ? Et, au seuil d'une nouvelle ère, cela ne donnerait-il pas raison aux théories de Marx qui prévoyait l'abolition du capitalisme par une révolution de la classe ouvrière ? Fatalisme, prétendront certains. Pourtant, les faits sont là. Le fossé se creuse entre les pays riches et les pays pauvres, et dans chaque pays entre les possédants et les exploités, qui tôt ou tard, deviennent des exclus.

En tenant compte que le capitalisme est farouchement attaché à ses acquis, il ne semble disposé ni à les abandonner, ni à les partager aisément. Il faut donc que la classe ouvrière ait recours à un autre moyen pour s'approprier le capital. Il faut qu'elle s'implante dans la société capitaliste, et ce conformément aux lois en vigueur, en créant des **sociétés coopératives** à caractère social communautaires tant dans le domaine industriel qu'agricole. La richesse des pays est assurée par le travail des ouvriers tant dans l'industrie que dans l'agriculture, des techniciens, des ingénieurs, notamment ; le patron ne dispose que des moyens d'exploitation de son personnel, c'est à dire de l'argent dont il est le seul maître. L'implantation de sociétés à caractère social communautaires est tout à fait réalisable sous l'égide des syndicats, suivant les branches corporatives et les domaines d'activité. Les syndicats, eux-mêmes, sont structurés suivant les branches corporatives de la société.

La création de ce type de sociétés coopératives et participatives servira de base à une nouvelle organisation de l'économie mondiale permettant à tous de travailler et à vivre en paix en assurant une parfaite coopération entre les différents peuples.

Nersès Durman-Arabyan ,
dec.2017

Lire aussi :
<http://reseauinternational.net/le-capitalisme-mondial-a-la-derive-alertes-rouges-d-es-signes-dimplosion-dans-leconomie-mondiale/>

Les 10 000 militaires et policiers

turcs appuyés par des chars ont fait 102 morts Kurdes présumés membres du PKK



L'offensive anti-PKK des forces turques a fait 102 morts parmi les membres présumés du PKK kurde.

Il y aurait eu aussi 5 morts parmi les civils et 2 parmi les militaires turcs.

Dans la foulée de la victoire du parti AKP aux élections législatives du 1^{er} novembre, le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a lancé 10 000 militaires et policiers appuyés par des chars ,dans le sud-est de la Turquie contre les Kurdes du PKK, dans les villes de Cizre et Silopi,actuellemnt sous couvre-feu.

Les opérations militaires ainsi que les déclarations guerrières des dirigeants ..("Vous allez disparaître dans les tranchées que vous avez creusées) ont indigné les opposants politiques, notamment ceux du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde).

*« Ce que fait le gouvernement (turc .ndlr) ne repose sur aucune base légale", a accusé Selahattin Demirtas, coprésident du HDP. "Nous n'avons rien volé, nous n'avons pas envahi la terre de quelqu'un d'autre, nous n'avons brûlé le village de personne. Nous voulons **vivre** sur ces terres comme des gens respectables."*

sources : media turcs , sécurité locale

La Turquie decrete un deuil national apres l'attentat qui a fait 95 morts et 246 blesses, dans le centre d'Ankara en Turquie



Deux explosions (une grosse et une petite), à quelques secondes d'intervalle, peu après 10h00 (07h00 GMT), ont fait 95 morts et 246 blesses ,alors que des participants à une «marche pour la paix» , prévue dans l'apres-midi, commençaient à

se rassembler, dans le quartier de la gare d'Ankara.

Des corps jonchaient l'esplanade de la gare. Au moins 95 morts et 246 blesses selon un premier bilan .

La manifestation voulait dénoncer les violences dans le sud-est du pays, à l'appel de syndicats, d'associations et de partis politiques de gauche dont le principal parti prokurde du pays, le Parti démocratique des peuples (HDP).

Le Premier ministre Ahmet Davutoglu va reunir une cellule de crise . La piste privilegiee par les autorites est l'attentat terroriste , peut-etre l'attentat-suicide .Dans la soiree 10 000 personnes ont manifeste a Istanbul. Les chefs d'Etat des USA, de Russie, de France, d'Allemagne ont adresse leurs condoleances et codanne la violence terroriste.

source : ministere de l'Interieur

Législatives au Portugal : les Portugais sont résignés

La reprise économique vantée par Pedro Passos Coelho, le premier ministre de droite, qui espère bien être réélu grâce l'amélioration des indicateurs économiques, n'est pas vraiment ressentie par les Portugais.



400 000 d'entre eux sont déjà partis à l'étranger ,tenter leur chance dans des pays à l'économie plus prospère.

Les impôts ont été brutalement relevés pour combler le déficit public. Le salaire net diminue alors que le brut augmente

mais les charges pèsent plus lourdement.

Cependant , dans les zones touristiques , le tourisme explose .

Par exemple la situation des 120 000 habitants de Setubal s'est améliorée ces derniers mois.

Le chômage diminue dans les chiffres, mais l'opposition dénonce les emplois précaires et le découragement des chômeurs las de chercher du travail.

Le parti communiste devrait profiter de la crise dans les zones ouvrières .

Source:

<https://www.nouvelhay.com/2015/10/legislatives-au-portugal-les-portugais-sont-re-signes/>